

2 Politique

Sommet mondial sur le climat

La rhétorique de la rupture : "Agissons ensemble"

I. M'B.

Paris/France

Deux grands temps forts ont marqué l'ouverture, hier, de la 21^e Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques : la cérémonie officielle ponctuée par la photo de famille, et, les discours des chefs d'Etat qui ont été autant d'orientations souhaitées de la politique planétaire en matière d'environnement. Après avoir décliné la stratégie Gabon, le président Ali Bongo Ondimba a invité la communauté internationale à un changement de paradigme et de rhétorique pour une plus grande efficacité.



Echange entre Ali Bongo Ondimba et Barack Obama.



Bref entretien entre le président Ali Bongo Ondimba et son homologue français, François Hollande.

DANS la salle Loire du Bourget, le président Ali Bongo Ondimba a innové et a voulu imprimer une rupture dans le contenu de sa proposition à ses pairs. Il s'est démarqué des discours binaires, et finalement enlisants et stériles où, depuis plus de dix ans, un groupe d'États accuse un autre d'être des pollueurs exigeant des compensations financières pour les États fragiles... Alors que le second groupe d'États mis au banc des accusés refuse de s'engager franchement dans la lutte contre le réchauffement climatique.



Ali Bongo Ondimba a prôné une rhétorique de la rupture.



Le chef de l'Etat a également échangé avec le roi Mohammed VI (Maroc).

Comme il l'a fait à Copenhague en 2009, le chef de l'Etat a réaffirmé la ferme volonté du Gabon à œuvrer au côté de la communauté internationale, de manière à limiter le réchauffement à 2°C. "L'heure n'est plus au débat entre le juste et l'injuste", a dit Ali Bongo Ondimba en guise d'interpellation faite à la communauté internationale de changer de paradigme dans la traditionnelle rhétorique qui oppose les pays industrialisés et certains pays émergents (Chine, Inde, etc.) à ceux qui s'estiment

moins pollueurs, généralement les pays du Sud. Une rhétorique de l'accusation qui n'a fait que briser l'élan collectif et alimenter le refus de participer à cette nécessaire action de sauver la planète, en limitant les émissions de gaz à effets de serre.

Le président de la République a souhaité que les pays industrialisés transfèrent leurs technologies aux pays du Sud, dans le domaine de l'agriculture, de la foresterie et des énergies propres. "C'est le prix d'une responsabilité partagée pour ne pas rompre la confiance et la solidarité, et,

parvenir, a-t-il insisté, à un accord universel sans lequel nos discours resteront vains". Et le numéro un gabonais d'inviter ses pairs à une action collective, tant qu'il est encore possible. "Agissons ensemble ! Agissons ensemble pour ne pas être responsables de ce que nous pouvons encore éviter. Sinon, le jugement de l'histoire nous sera sévère", a-t-il dit.

Contrairement aux précédentes COP, vu l'impact du dérèglement climatique dans de nombreux pays, Ali Bongo Ondimba estime que l'heure est à la précision dans l'action. Aussi s'est-il

appuyé sur les actes concrets du Gabon en faveur du climat pour montrer que le pari est tenable. "Le Gabon va réduire de moitié ses émissions à l'horizon 2025. Nous avons commencé à ajuster notre stratégie, notre gouvernance économique qui se veut être aussi simple qu'efficace, dans l'utilisation des ressources naturelles". Ali Bongo Ondimba fait ainsi référence à la politique mixte de production énergétique du Gabon qui, par le remplacement progressivement des centrales à oil par des centrales à gaz, veut atteindre un ratio de

80% de production d'énergie propre, contre 20% d'énergie à oil. Le chef de l'Etat a aussi cité comme modèle d'action, la rationalisation dans l'utilisation des terres pour limiter les émissions de gaz provenant de l'agriculture. D'où le Plan national d'affectation des terres comme outil de conservation de la forêt, d'anticipation des conflits par un usage harmonieux au bénéfice des différentes activités : habitat, exploitation forestière, minière, parcs, etc.). "Nos forêts seront gérées dans le respect de nos engagements en faveur du climat, mais

aussi de la préservation de la biodiversité", a-t-il dit en soulignant que c'est une réponse à la déforestation et à la dégradation des forêts. La loi sur le développement durable nouvellement adoptée est un élément de cohérence des politiques sectorielles du Gabon en faveur d'un réchauffement du climat maîtrisé et de la conservation de la biodiversité. Aujourd'hui, après les départs de la plupart des chefs d'Etat, les négociations sur le climat vont à proprement parler démar-

Dans les coulisses de l'agenda du président

La journée chargée d'Ali Bongo Ondimba

I. M'B.

Paris/France

EN MARGE de sa communication officielle à l'ouverture de la COP 21, le président Ali Bongo Ondimba a pris une part active à plusieurs activités qui vont, sans nul doute, déboucher sur des actions futures fortes en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, en a-t-il été du lancement d'une session de haut niveau sur les forêts : "stand with forest". Les

chiffres de la forêt gabonaise parlent d'eux-mêmes et expliquent l'attention accordée, hier, par la communauté internationale au chef de l'Etat gabonais. A noter que, si le Bassin du Congo représente le deuxième poumon forestier de la planète, la forêt du Gabon est, en Afrique CEEAC (onze États), la deuxième plus grande avec une superficie de 23,7 millions d'hectares. A ce titre, la forêt gabonaise permet de stocker le tiers des émissions annuelles globales de gaz produites dans le monde. En sa qualité de président

en exercice de la Communauté des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le président de la République s'est rendu au stand couplé Gabon-CEEAC, administré par le Conseil national climat du Gabon. Outre le fait d'héberger les activités à développer pendant les deux semaines de la COP, les orientations du stand, voulues par les autorités sont de communiquer et valoriser les actions déjà entreprises par le Gabon en faveur du climat. Promotion du Plan national climat, la création de l'Agence gabonaise d'études et d'observations

spatiales (Ageos), véritable outil au service de la surveillance quotidienne des forêts et des écosystèmes, l'adoption d'une loi sur le développement durable, la réduction du gaz torché, etc. Par ailleurs, Ali Bongo Ondimba a pris part aux côtés du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et de ses pairs Macky Sall du Sénégal et Faure Gnassingbé du Togo, à la cérémonie de lancement par le président de la Banque mondiale, du plan d'affaires climat Afrique. L'institution met à l'initiative des pays africains un

financement d'environ 120 milliards de francs pour soutenir leur résilience au changement climatique. Ce financement privilégie des secteurs tels que l'agriculture moins polluante, les bassins versants, etc. A cette occasion le président a réitéré le plan climat Gabon et la nécessité d'y voir des opportunités économiques par le transfert des technologies. Une politique sectorielle nationale vulgarisée au stand aura été la vulgarisation de la contribution prévue déterminée au niveau national pour la réduction des gaz à effets de serre. En

fait, une feuille de route où le Gabon définit et fixe les ambitions du Gabon en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. A l'assemblée, après la mise en place d'un plan de réduction du torchage et valorisation du gaz, en 2010, Ali Bongo Ondimba a indiqué, l'année dernière, à l'Assemblée générale des Nations unies que "la réduction des gaz torchés issus de l'industrie pétrolière, ainsi que le développement de l'hydro-électricité permet déjà de diminuer considérablement nos émissions de CO2".